

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/40/Suppl.12  
18 mars 2002

(02-1397)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

## DEMANDE DE CONSULTATIONS PRÉSENTÉE PAR LA CHINE AU TITRE DE L'ARTICLE 12:3 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES

### Imposition par les États-Unis d'une mesure de sauvegarde à l'importation de certains produits en acier

#### Supplément

La Mission permanente de la Chine a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 14 mars 2002.

La Mission permanente de la République populaire de Chine ("Chine") se réfère à la proclamation publique du 5 mars 2002 émanant du Président des États-Unis au sujet de l'application de mesures de sauvegarde à l'importation de certains produits en acier. La Chine relève que ces renseignements ont été notifiés au Comité des sauvegardes conformément à l'article 12:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes.

En tant que Membre de l'OMC ayant un intérêt substantiel, la Chine demande formellement l'ouverture de consultations avec le gouvernement des États-Unis afin, entre autres choses, d'examiner les renseignements communiqués par les États-Unis, d'échanger des vues au sujet des mesures annoncées et d'arriver à un accord sur les moyens d'atteindre l'objectif énoncé à l'article 8:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

La Chine se déclare préoccupée par le fait que la période comprise entre la proclamation publique et la date d'application annoncée de la mesure de sauvegarde est très courte. L'article 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes exige que des possibilités adéquates de consultation soient ménagées avant l'application de la mesure de sauvegarde. La Chine estime que des consultations adéquates concernant la mesure effective qui doit être imposée sont nécessaires pour lui permettre d'évaluer avec exactitude l'incidence probable de la mesure envisagée afin qu'un échange de vues utile soit possible et que les États-Unis aient le temps d'examiner les observations reçues de la Chine avant de mettre en œuvre la mesure de sauvegarde.

La Chine est gravement préoccupée au sujet de la compatibilité de ces mesures avec le GATT de 1994 et l'Accord sur les sauvegardes et au sujet du fait que les mesures des États-Unis concernant certains produits en acier n'ont pas été prises à la suite d'un accroissement dans l'absolu des importations.

La Chine espère avoir rapidement une réponse des États-Unis concernant la date et le lieu auxquels ces consultations pourraient se tenir.

./.

La Chine réserve tous ses droits au titre de l'Accord sur les sauvegardes, de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends.

---